

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNEE — N° 128

LE NUMERO :

Du 29 mai au 11 juin 1972

0,80 F

VIETNAM

Le minage des ports et des voies navigables, la reprise des bombardements massifs en réaction à l'avance des armées nationalistes viennent brutalement de rappeler que la lutte d'émancipation nationale n'est pas du tout terminée en Indochine, cependant que les conjonctures les plus bizarres sont émises sur la possibilité que la rencontre Nixon-Brejnev « dénoue le drame vietnamien. »

Nous n'avons nullement l'intention de faire des prévisions hasardeuses sur « l'issue du drame » et cherchons plutôt à réaffirmer les quelques leçons politiques qui ressortent du cours de la guerre d'Indochine.

Misère de la démocratie

Il y a plus de vingt-cinq ans, les alliés « démocratiques » et la Russie « soviétique » venaient à bout du « nazisme hitlérien » et du « militarisme japonais ». Et les démocrates se s'écrier : « La démocratie a vaincu la barbarie fasciste ! »

Il est vrai que les alliés, au nom de la « liberté », avaient bombardé Dresde et expérimenté leur technique nouvelle sur Hiroshima et Nagasaki. Mais, pour vaincre le monstre barbare, n'avait-il pas fallu se placer, dans une certaine mesure, sur le même terrain que lui ?

Aujourd'hui, c'est toujours au nom de « la liberté » que la démocratie Américaine, prenant la relève de la France non moins démocratique, fait subir au peuple vietnamien et aux autres peuples d'Indochine luttant pour leur émancipation nationale, le plus terrible des martyres : il est tombé plus de bombes sur le mouchoir de po-

che vietnamien qu'il n'en fut largué pendant la seconde guerre mondiale. Et les démocrates de s'écrier : « La barbarie américaine est pire que la barbarie fasciste ! »

Les combattants indochinois sont en train de faire la triste expérience que les démocrates, endormeurs de foules et massacreurs de prolétaires, nieront toujours : la démocratie et le fascisme ne se mesurent pas à l'aune de la barbarie ! C'est le capitalisme qui est barbare : il l'a toujours été, mais l'est d'autant plus qu'il se survit à lui-même. Le fascisme ne fut que l'héritier de la démocratie des années 20. La démocratie d'aujourd'hui est bien l'héritière du fascisme. Tous deux ne sont que des modes d'existence du capitalisme, dans des conditions historiques différentes.

Le prolétariat révolutionnaire ne pourra s'émanciper sans détruire aussi, et avant tout, cette arme de la bourgeoisie qu'est la démocratie.

core, elle a évité sa débâcle puisque le Viet Minh contrôlait le pays et que la négociation a permis à la France de se replier en bon ordre. Pour ce qui est de l'impérialisme américain, les accords de Genève ont finalement consacré sa présence en Indochine. On connaît la suite.

D'autre part, la négociation n'a guère favorisé la lutte d'émancipation nationale : après la guerre mondiale, empêchant le Viet Minh de profiter de ses avantages, elle permit au contraire à la France d'attaquer, ce qui donna la première guerre d'Indochine. En 1954, la négociation a fait reculer les armées de libération qui contrôlaient presque tout le pays, jusqu'au 16^{me} parallèle (sous la pression de Chou En Lai), puis jusqu'au 17^{me} (sous la pression de Molotov), si bien qu'aujourd'hui, en 1972, les mêmes armées vietnamiennes ne font que reconquérir les régions qu'elles dominaient déjà il y a 18 ans !

Il est donc clair que la Russie et la Chine ne soutiennent les luttes d'émancipation nationale que dans l'exacte mesure de leurs propres intérêts nationaux, ce qui a pour conséquence que les combattants indochinois ont toujours, quand ils marchent sous le feu du pirate américain, un canon russe ou chinois dans le dos. Cette arme peut bien sûr tirer dans la même direction qu'eux, mais peut aussi les trouver sur sa ligne de tir.

(suite page 2)

Liberté du travail, droit au travail ou abolition du salariat ?

La bourgeoisie et ses alliés opportunistes s'accordent merveilleusement dans les simulacres de luttes de classe qu'ils nous offrent et les joutes électorales et parlementaires dont ils encombrant l'avant-scène politique : il s'agit toujours de cantonner les revendications ouvrières dans les cadres restreints des rapports de production bourgeois, dans les limites du salariat, et dans le respect du sacro-saint « droit au travail ». Ils ne cessent en effet de revendiquer démagogiquement le plein emploi, de se répandre en jérémiades petites-bourgeoises sur l'impossibilité de l'assurer, et de proposer des mesures contre le chômage et des recettes pour « vivre mieux ».

L'opportuniste réformiste du P.C.F. et de la C.G.T. lance campagne après campagne, réclamant un hypothétique « droit au travail, au savoir et au métier » : il canalise ainsi la combativité ouvrière (et en particulier celle des jeunes, dont il courtise les suffrages) dans le moule inoffensif d'un code juridique dont les communistes, depuis Marx et Engels, n'ont cessé de répéter qu'il ratifiait des rapports sociaux fondés en apparence sur l'égalité « démocratique » des citoyens, mais exprimant en fait la dictature des intérêts de classe de la bourgeoisie tout entière.

Lorsque l'opportuniste propage la revendication du droit au travail, il ne fait que renforcer le système du salariat et la condition forcée de ce que l'on ose appeler le travailleur libre, c'est-à-dire le fondement du capitalisme. Outre sa fonction première, créer de la plus-value, la liberté du travail est à la base de la concurrence entre les prolétaires et ainsi de leur division et donc de cette armée industrielle de réserve, de ce « volant de chômage » qui pèse d'un poids énorme sur une existence toujours précaire.

Loin de remettre en question directement la subordination du prolétariat au capital, la revendication réformiste du « droit au travail » ne propose donc que des aménagements au sein des rapports de production actuels et de ce fait elle se fait l'agent de la soumission « démocratique » du Travail au Capital.

Depuis que les modernes théoriciens du socialisme à la russe ont « découvert » le caractère éternel du marché et de ses lois, donc des catégories bourgeoises de l'échange, de la valeur, de la plus-value et du salariat, leurs zéloteurs du P.C.F. ne cessent d'apporter des recettes de détail afin de « transformer les conditions de travail et de garantir la sécurité de l'emploi ». C'est ainsi que le « programme pour un gouvernement démocratique et d'union populaire » propose : « dans ce domaine (celui des conditions de travail, ndr), le régime démocratique assurera en priorité le droit et la ga-

(suite page 2)

Misère du pacifisme

Les démocrates, qui sont également pacifistes, attendent beaucoup de la rencontre entre Nixon et Brejnev. Elle devrait préparer une « solution acceptable » au « conflit du Vietnam », c'est-à-dire assurer la paix mondiale tout en réglant à jamais « la question vietnamienne ».

Mais l'impérialisme n'a jamais pu ni ne pourra jamais contrôler l'Histoire. Les Etats modernes ne sont que les agents sans volonté propre d'une Histoire dominée par les lois inexorables du capital.

« Aussi, comme le disait hier Lénine, les alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes », dans la réalité capitaliste et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise..., ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition

» impérialiste dressée contre » une autre, ou d'une union » embrassant toutes les puissances impérialistes, que des » « trêves » entre les guerres. » (« L'Impérialisme »,... Œuvres, t. 22, p. 319).

Et si les deux grands parviennent à s'entendre momentanément, en attendant de s'affronter de nouveau, ce n'est certainement pas en liquidant l'oppression nationale. Les soulèvements de Berlin, de Hongrie et de Pologne dans les années 50, ainsi que l'intervention de Prague en 68, sont les fruits de Yalta et de Téhéran ; tout comme la lutte des Vietnamiens depuis dix ans était inscrite dans les accords de Genève de 54.

C'est encore une leçon marxiste que l'oppression nationale ne peut que se renforcer tant que dure le capitalisme, et qu'elle ne peut disparaître qu'avec lui.

Misère de l'aide des « Etats socialistes » aux luttes nationales

La Russie et la Chine, hier ensemble, aujourd'hui chacune de son côté, prétendent être le meilleur soutien des mouvements d'émancipation contre l'impérialisme et affirment que les négociations avec l'impérialisme (celui d'en face, bien entendu) favorisent les luttes

d'émancipation nationale, et affaiblissent l'adversaire.

En réalité, aucune négociation n'a jusqu'ici affaibli l'impérialisme. Ce qui a affaibli l'impérialisme français en 1954, c'est sa défaite à Dien Bien Phu. Quant à la négociation de Genève, loin de l'affaiblir en-

UN REVE PETIT-BOURGEOIS :

LE MANIFESTE DE "ROUGE"

Historiquement, le trotskysme est le produit de la contre-révolution qui écrase le mouvement ouvrier depuis quarante ans. L'incompréhension de la nature de la défaite, l'incapacité de l'intégrer dans la vision marxiste originelle conduisent inévituellement les groupes qui s'y rattachent à innover dans le domaine théorique. Certains le font honteusement, comme l'O.C.I. qui, au prix de vaines et laborieuses acrobaties, se présente comme le défenseur de la rigueur « bolchevique ». La Ligue communiste, elle, « actualise » la doctrine jusqu'à nier ouvertement le programme communiste.

Selon elle, l'histoire étant en perpétuelle évolution, il ne saurait y avoir de principes établis. C'est pourquoi la Ligue, qui vient d'éditer un opuscule, "Ce que veut la Ligue communiste", se défend vigoureusement de vouloir présenter un programme : « Nous ne prétendons pas avoir fait œuvre définitive, écrit-elle, seuls les programmes de gouvernement fabriqués hors des luttes, peuvent prétendre à avoir dit leur dernier mot. »

Pour résoudre les prétendus nouveaux problèmes apportés par l'Histoire, elle s'en remet finalement à l'expérience pratique et à la spontanéité des masses : « Dans la lutte révolutionnaire, ce sont les masses qui ont le dernier mot, quand elles s'emparent du pouvoir. »

Nous avons toujours défendu l'invariance du programme né à la fois de la critique marxiste de

la société bourgeoise et de l'expérience des luttes du prolétariat et valable pour toute l'époque de la domination capitaliste indépendamment des hauts et des bas de cette lutte. La lecture du « Manifeste de Rouge » nous donne, s'il en était besoin, une confirmation supplémentaire de la faillite de tous ceux qui se veulent des novateurs. Car si formellement ce programme revendique la destruction violente de l'Etat bourgeois, le parti de classe et la dictature du prolétariat, s'il se réclame de la Commune et de la révolution de 1917, en substance, il trahit tous ces principes et cette tradition.

Certes, quoi qu'ils en disent, c'est bien un programme que nous proposons les anti-dogmatiques de « Rouge », mais c'est celui de la conservation bourgeoise dans laquelle tombe fatalement quiconque abandonne tant soit peu la vision marxiste.

Le mythe de l'automatisation

Pour les communistes, la révolution prolétarienne a pour tâche d'abolir le salariat, rapport fondamental de la société présente. Pour la Ligue, il n'en est rien. Du salaire, elle donne cette définition parfaitement bourgeoise : « Il

correspond à la contre-partie d'un temps de travail mesuré par la société » (p. 48). Autant jeter au panier tout le « Capital » qui montre la nature de marchandise de la force de travail sous le capitalisme, analyse la forme plus-

(suite page 2)

PERMANENCES DU PARTI

♦ A PARIS : Nouvelle adresse : 20, rue Jean-Bouton, (12^e). Métro Gare de Lyon, escalier métallique au fond de la cour à gauche. Permanences : le samedi, de 15 h. à 19 h. et le dimanche, de 10 h. à 12 h.

♦ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du "Prolétaire", 7, crs d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

(Suite de la 1^{re} page)

chologique : produisant des choses, il devient une chose (ah, s'il produisait des idées !).

La falsification — car c'en est une — consiste à masquer l'essentiel, c'est-à-dire rien de moins que... la production de capital ! Le machinisme par lui-même n'explique rien : il n'est qu'une phase du développement du travail associé qui distingue le capitalisme des formes pré-bourgeoises et qui surgit dans une société d'économie marchande, où les moyens de production sont devenus capital, et se concentrent à un pôle, par l'effet de la concurrence, dans un nombre toujours plus restreint de mains, tandis qu'à l'autre pôle apparaît une classe d'hommes qui ne possèdent rien et qui sont donc contraints pour vivre d'échanger leur force de travail contre un salaire. Le salariat apparaît donc comme l'ultime développement de la production de marchandises régie par la loi de la valeur que les communistes se proposent de détruire, et c'est pourquoi ils peuvent résumer leur programme dans la célèbre formule d'« abolition du salariat ».

Cohérente avec l'« analyse » rappelée ci-dessus, la Ligue se propose d'abolir le travail manuel ! C'est pourquoi elle voit la solution révolutionnaire de toutes les contradictions bourgeoises dans... l'automation (c'est-à-dire dans ce que tous les penseurs bourgeois appellent la « troisième révolution industrielle ») qui, selon eux, aurait la vertu de faire disparaître le prolétariat : « Le système de commande qui, utilisant des machines diverses, tend à supprimer les tâches d'une main d'œuvre non qualifiée... conduirait au dépérissement du prolétariat et de la bourgeoisie qui l'exploite. » (p. 21-22).

La vieille utopie réformiste

Avec l'automation, les petits-bourgeois voient le machinisme s'introduire dans les secteurs d'administration, de contrôle et de gestion de la production qui leur étaient jusqu'alors réservés. Ils en sont tellement frappés, qu'à la vision marxiste de la lutte des classes débouchant dans la révolution sociale, ils substituent une vision mécaniste : la deuxième révolution industrielle a produit le capitalisme ; l'automation, la troisième révolution industrielle, produira le communisme.

Cela implique qu'un développement qualitatif des forces productives est nécessaire pour que le communisme soit à l'ordre du jour ! Le « Manifeste » de 1848 proclamait que ces forces de production étaient déjà trop développées pour le mode de production capitaliste et il assignait à la révolution la tâche d'abolir le rapport de production devenu trop étroit pour ces forces, afin de permettre un développement harmonieux de la vie sociale. Pour la Ligue communiste, la tare essentielle de la société bourgeoise n'est pas dans son anarchie, qui va du gaspillage du travail humain à la destruction massive des hommes eux-mêmes dans les guerres : non, elle est dans le... sous-développement ! « La société capitaliste, société de pénurie (N.D.L.R. : c'est nous qui soulignons), n'est pas capable de satisfaire les besoins de l'humanité. » Aussi voit-elle la nécessité d'une pério-

Le manifeste de « Rouge »

Le caractère automatique du machinisme, quelle nouveauté, quelle découverte ! Marx expliquait déjà : « Etant ainsi accueilli dans le procès de production du capital, l'instrument de travail subit encore de nombreuses métamorphoses, dont l'ultime est la machine, ou mieux, le système automatique de machines, mû par un automate qui est la force motrice se mettant elle-même en mouvement... », mais il n'en tirait pas l'absurde conclusion que cet automatisme mécanique allait supprimer automatiquement... les classes sociales !

Cette « découverte » de la Ligue repose exclusivement sur cette constatation banale : dans les secteurs où elle est introduite, l'automation s'accompagne d'une diminution du nombre des ouvriers qu'elle remplace. Ce phénomène relève d'une loi longuement décrite par Marx dans « Le Capital » : « Le progrès technique, tantôt remplace les ouvriers virtuellement, tantôt les supprime actuellement. Ce changement qualitatif de l'industrie mécanique éloigne sans cesse les ouvriers de la fabrique... tandis que l'extension quantitative de la fabrique englutit avec les ouvriers jetés dehors de nouveaux contingents. » (« Attraction et répulsion des ouvriers de la fabrique », « Le Capital », Ed. Soc., livre I, p. 134). Si cette loi avait dû conduire à automatiquement au dépérissement des classes au sein de la société présente, Marx n'aurait certainement pas mis les résultats du « Capital » à la base même du programme de la révolution sociale violente du prolétariat contre la bourgeoisie !

le mot. Ce qu'elle nous propose, c'est l'autogestion dans le cadre du plan. L'échange persistera-t-il dans une « société de transition » ? La question est éludée, mais tout nous permet de répondre affirmativement, puisque ce que la Ligue entend atteindre par ces moyens ce sont les fameux rythmes de développement des économies russe, chinoise etc. qui en ont toujours mis plein la vue à ceux qui non seulement les jugent faussement socialistes, mais qui les jugent comme tels (bien qu'il s'agisse d'Etat bourgeois)... parce qu'ils sont censés accumuler plus vite ! (Nous renvoyons le lecteur aux nombreux articles où nous démontrons l'ineptie de ce « critère de socialisme »). Suffirait-il de développer les forces produc-

Pacifisme et anarchisme

Quelle place reste-t-il à la révolution dans cette fiction où l'automation apparaît comme la solution suprême à tous les maux de la société bourgeoise ?

Qu'est-ce que la révolution selon la Ligue ? « Le dense réseau de ces comités de grève, de quartier, de localités, de lycées, de facultés, protégé par les milices prolétariennes se dresse face au pouvoir vacillant de la bourgeoisie, instituant une situation momentanée de double pouvoir : d'un côté la vieille machine étatique grippée, mais encore capable de soubresauts, de l'autre le prolétariat qui prend en main l'organisation de la vie quotidienne. » Le pouvoir prolétarien, c'est donc l'instauration d'assemblées populaires, il se prend en quelque sorte par la périphérie. Quant à l'Etat bourgeois, il s'écroule de lui-même selon la vieille fable opportuniste.

La Ligue révolutionnaire réduit la violence révolutionnaire à une opération défensive : « La classe ouvrière doit organiser l'auto-défense » (p. 76). Mais l'attaque ? Attention, répond la Ligue, « la violence de l'insurrection ne dépend finalement que de la capacité de résistance de l'Etat bourgeois. » C'est par ce truisme qu'elle prétend régler la question centrale de la nécessité de détruire l'Etat bourgeois, la question de l'insurrection comme tâche militaire du parti qui subsiste de toute évidence, quelle que soit la « capacité de résistance de l'ennemi » ! Pourtant celle-ci sera certainement supérieure en Occident à ce qu'elle fut en Russie où Lénine, défenseur acharné de l'« art de l'insurrection », reconnaissait que les Bolcheviks avaient pris le pouvoir comme on « soulève une plume ».

Le même défaitisme marque l'image que la Ligue nous donne de la dictature du prolétariat, qu'elle vide de tout son contenu : « Cet Etat est dictatorial. Au sens réel du mot dictature », s'empresse-t-elle d'ajouter, « et non en ce qu'il évoque généralement : le pouvoir arbitraire d'un homme ou d'un petit groupe d'hommes sur les autres par le fer et par le sang. »

Pour les marxistes, la révolution ne peut se passer de la « main de fer » de la dictature dirigée, disait Lénine, non seulement contre la grande bourgeoisie centralisée, mais et surtout contre l'influence dissolvante, beaucoup plus dangereuse, des « éléments en décomposition de la vieille société liés pour la plupart à la petite bourgeoisie. » Les marxistes ont toujours souligné la nécessité de la volonté unique et centralisatrice du parti, pour discipliner et vaincre les préjugés et l'étroitesse corporatiste qui ne peuvent manquer de se faire jour jusque dans le prolétariat.

« Rouge » tire la conclusion inverse : selon lui, l'existence de tendances centrifuges au sein de la société de transition légitime « le droit de tendance inaliénable » et le « principe de la pluralité des partis ». Sa « dictature » est à l'image de la démocratie bourgeoise !

A quoi se réduisent donc les prétentions révolutionnaires de la Ligue ? Au même pacifisme, social que celui du P.C.F. pour lequel elle n'a pourtant qu'injectives. On peut même dire que sa vision est inférieure à celle du P.C.F. dans la mesure où, même tombé dans le parlementarisme le plus plat, celui-ci ne manque pas de souligner l'importance centrale du pouvoir politique, alors que la Ligue nourrit à l'égard de ce dernier la traditionnelle aversion

tives, d'accumuler des richesses, pour que comme par enchantement la production cesse d'être une production de valeurs et la force de travail une marchandise, et pour que le salariat (dans lequel la Ligue ne voit qu'un « mode de rétribution injuste ») disparaisse ?

Développer la production et modifier le système de répartition, il n'y a là en substance que le plus plat réformisme, celui qui s'imaginerait que le développement même du capital fera s'évanouir les contradictions qui lui sont inhérentes, alors que pour le marxisme, il ne pousse à leur solution qu'en les portant à leur comble et en suscitant la lutte révolutionnaire du prolétariat.

anarchiste. Pour elle, on dirait que le « problème de la dictature du prolétariat » consiste essentiellement à empêcher le prolétariat de prendre et d'exercer le pouvoir, afin d'éviter le fameux danger de dégénérescence bureaucratique ! Parmi toutes les mesures constitutionnelles qu'elle propose pour garantir la démocratie (liberté de presse, liberté de réunion etc.), la moindre n'est pas celle-ci :

« Aucun parti, qu'il soit majoritaire ou pas, ne peut imposer ses vues aux ouvriers, ou intervenir en tant qu'appareil politique dans les affaires de l'Etat ouvrier » (p. 38). Belle dictature qui n'« impose pas ses vues » et curieux « Etat ouvrier » où aucun parti n'intervient « en tant qu'ap-

pareil politique » (?) ! Voilà bien l'horreur comique du petit-bourgeois contre le pouvoir qui, par nature, « opprime » et « corrompt » !

Réformisme éculé, pacifisme social mitigé d'anarchisme non violent, ce programme n'est pas celui de « révolutionnaires confus » ou de « mauvais marxistes », c'est celui de l'opportunisme de toujours et il montre qu'en fait de communisme, la Ligue en est à peu près au niveau de... Monsieur Garaudy !

Plus particulièrement, il est la construction aberrante d'une couche d'intellectuels petit-bourgeois, comme l'illustre bien la description qu'ils nous donnent de la société future, dont tous les membres seraient « psychanalystes, médecins, savants, éducateurs » (p. 55). Il illustre bien l'idéal du petit-bourgeois paresseux et jouisseur quand il déclare vouloir faire disparaître « le travail, étape de l'histoire de l'humanité », pour le remplacer par des loisirs « auprès desquels nos loisirs d'aujourd'hui et même nos activités artistiques les plus élaborées seront ce que le bouclier de bois est à l'ordinateur géant. » (p. 55).

Si de telles inepties peuvent aujourd'hui se parer d'un relatif prestige « révolutionnaire », cela est dû uniquement à l'ampleur de la contre-révolution et à l'obscurantisme politique qui en découle. Le retour du prolétariat sur la scène historique balayera les rêveries petite-bourgeoises de la Ligue comme tous les produits méprisables de l'opportunisme en remettant à l'ordre du jour le programme communiste invariant, c'est-à-dire la conquête révolutionnaire du pouvoir et la dictature de la classe organisée en parti pour l'abolition du salariat.

Liberté du travail

(Suite de la 1^{re} page)

rantie de l'emploi pour tous, la suppression des discriminations (?), la réduction du travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'élévation des qualifications (?) et des responsabilités dans le travail ».

Il n'est pas un terme, pas une formule dans ce texte qui n'évoque les préoccupations et les propositions des technocrates bourgeois, eux aussi aux prises avec les insurmontables difficultés du « plein emploi ».

On pourrait par ailleurs aisément moquer le « volontarisme économique » des « communistes » du P. C. F. qui s'imaginent naïvement (vraiment, Messieurs ?) qu'il suffit d'approcher les leviers de direction des entreprises pour les mieux gérer « conformément aux intérêts des travailleurs » : les lois du marché et de la concurrence intercapitaliste auraient tôt fait de leur dicter une série de mesures moins « humanistes », mais plus conformes aux impératifs généraux de l'accumulation du profit. Il suffit pour cela de se tourner vers les « paradis socialistes » des pays de l'Est qui, de Hongrie en Pologne, d'Allemagne de l'Est en Tchécoslovaquie révèlent le visage tout à fait capitaliste de ces « démocraties populaires » orientées globalement vers la recherche de la productivité maximum, et de penser à la colère pour le moment encore impuissante de leurs prolétaires.

Garantir l'emploi dans les limites du salariat, voilà donc le programme avoué du P.C.F. On ne saurait exprimer plus clairement l'aboutissement de presque cinquante années de trahisons, de clin d'œil à la petite bourgeoisie et de veule flatterie de l'aristocratie ouvrière afin de mieux dévoyer les luttes du prolétariat.

Propageant l'illusion que le capitalisme peut être amélioré par le biais d'un changement de gouvernement dans le respect de la légalité bourgeoise, que le « droit au travail » pourrait être garanti par une coalition « démocratique » de gauche, l'opportunisme réformiste s'efforce de canaliser les luttes dans des limites susceptibles de ne pas effrayer ses alliés petits-bourgeois, qualifiant sottement de « gauchisme » tout mouvement suffisamment large pour remettre en cause sa perspective électoraliste d'union de la gauche.

A cette fin, il noie partout où il le peut la combativité ouvrière dans de stériles et inoffensives luttes de catégories, empêchant la manifestation généralisée de l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie par la tactique bien huilée des « grèves tournantes », masquant les intérêts généraux de la classe ouvrière par le respect de la division du travail et du principe ultra-bourgeois de la hiérarchie catégorielle qui en est l'émanation.

Droit au travail, démocratie, reconsidération de l'échelle des catégories : trois slogans par lesquels l'ignoble stupidité de l'opportunisme célèbre le jubilé de son cinquantenaire...

Face à l'entreprise de sabotage systématique des tentatives d'organisation de la classe prolétarienne où l'opportunisme se complait, s'appuyant sur les catégories privilégiées de l'aristocratie ouvrière, des cadres et de la maîtrise, s'ingéniant à faire cesser les grèves au nom de la liberté du travail ou de l'« unité du mouvement », les véritables communistes doivent réaffirmer les principes élémentaires et les bases d'une possible unification future du prolétariat.

Sur le chemin de la barbarie productiviste au socialisme, deux obstacles se dressent : l'appareil de l'Etat, instrument de la dictature des rapports de production bourgeois, et l'opportunisme, son plus fidèle allié, son agent le plus sûr au sein du prolétariat. Face à ces deux adversaires, les travailleurs doivent se convaincre une fois de plus qu'ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes, puisque dans ce système d'oppression qu'est l'esclavage salarié, tout acquis est susceptible d'être remis en question, et puisque même dans les périodes d'accumulation intensive, comme celle que nous traversons depuis vingt cinq ans, la dictature capitaliste engendre simultanément le chômage et l'épuisement de la force de travail humaine.

Plus que jamais, l'unité ouvrière est nécessaire. Non l'unité dans la soumission fondée sur des revendications limitées à la défense de catégories, d'entreprises, voire de régions, de règle aujourd'hui, mais une unité pour et dans la lutte fondée sur les revendications intéressantes toute la classe. La lutte pour l'abolition du salariat, la lutte pour le socialisme passe par la liquidation du réformisme pacifiste et légalitaire, qui ne sera pas réalisée par des actes sporadiques d'« indiscipline » contre ses représentants, mais par la restauration d'une unité de lutte effective de toute la classe contre le patronat et l'Etat bourgeois dont le prolétariat a trop longtemps toléré l'oppression.

VIETNAM

Emancipation nationale et prolétariat

(Suite de la 1^{re} page)

Cela suffit-il pour conclure à l'impossibilité « en général » du succès des luttes d'émancipation nationale ? Non, bien entendu, disons-nous, après Lénine :

« Les guerres nationales contre les puissances impérialistes ne sont pas seulement possibles et probables, elles sont inévitables et progressives, révolutionnaires, encore que, naturellement leur succès requière ou bien la coordination des efforts forts d'une nombre considérable d'habitants des pays opprimés (des centaines de millions dans l'exemple que nous avons cité, celui de l'Inde et de la Chine), ou bien une conjoncture internationale particulièrement favorable (par exemple, que l'intervention des puissances impé-

rialistes soit paralysée par » leur affaiblissement par une » guerre entre elles, par leur » antagonisme, etc.) ou bien » qu'intervienne un soulèvement simultané du prolétariat d'une des grandes puissances contre la bourgeoisie (cette éventualité, la dernière dans notre énumération, » vient en fait au premier » rang, c'est-à-dire qu'elle est » la plus désirable et la plus » avantageuse pour la victoire » du prolétariat. » (« ...Junius », Œuvres, t. 22, p. 237).

Le prolétariat mondial trouvera encore demain, lorsqu'il se lèvera, la révolte des peuples opprimés par l'impérialisme. Il est la seule force capable d'apporter à ces soulèvements une aide désintéressée, car il est la seule classe de la société bourgeoise qui n'ait rien à perdre dans cette société, sauf ses propres chaînes.

MARXISME ET QUESTION SYNDICALE

(Rapport à la réunion générale du Parti)

SUITE DU PRECEDENT NUMERO

12. — Quoique appartenant tous deux à l'ère impérialiste, le premier après-guerre diffère du second comme la transition de l'ère démocratique de la domination bourgeoise à l'ère totalitaire diffère de la pleine affirmation de celle-ci, qui s'est produite en dépit de la défaite militaire des Etats fascistes et du maintien, voire de la restauration, de certaines formes de la démocratie politique.

Non seulement cette évolution avait été prévue par le Parti, mais elle avait été dénoncée comme la seule possible en cas de défaite du Communisme au terme de la crise économique et politique indéniable ouverte par la première guerre, d'une part, et par la victoire communiste dans la Russie de 1917 de l'autre. Bien plus, la position centrale qui suffit à distinguer notre courant de toutes les nuances de l'opportunisme, aussi bien dans les années 40 — malgré les suggestions fatales de la « victoire anti-fasciste » — que dans les années 20, alors que le fascisme n'était encore qu'à l'état de menace, fut précisément que le parti prolétarien devait rejeter non seulement comme défaitistes, mais comme totalement irréelles toute prévision et à plus forte raison toute revendication d'un retour du régime bourgeois aux formes dépassées de la démocratie.

Considérée comme un tout, la démocratie ne peut être définie par la seule existence du Parlement ; depuis le revirement de la politique de classe de la bourgeoisie à l'égard des organisations immédiates du prolétariat (cf. le point 8 de ce rapport, N. 127) elle s'est également caractérisée par l'existence de syndicats ouvriers qui, bien que contrôlés par des courants non-révolutionnaires, restaient indépendants non seulement en droit, mais dans une certaine mesure en fait, des institutions étatiques.

C'est si vrai que pour caractériser la phase totalitaire de la domination bourgeoise, notre parti ne s'est pas contenté de souligner cette déchéance toujours croissante du Parlement face à l'Exécutif que nombre d'opportunistes confirmés « découvrent » aujourd'hui (cf. Gaudy en France) avec quelques dizaines d'années de retard ! Il a souligné qu'en liaison avec le capitalisme de monopole, les syndicats fascistes s'étaient « développés en un syndicat d'Etat, un syndicat obligatoire enfermant les travailleurs dans l'appareil du régime et détruisant en fait et en droit toute autre organisation » et que « ce grand fait nouveau de l'époque contemporaine n'était pas réversible », mais donnait au contraire « la clef du développement des syndicats dans tous les grands pays capitalistes. » (« Les scissions syndicales en Italie », *Fil du Temps*, mai-juin 1949).

13. — Les « critiques radicaux » évoqués au point 11 (N. 127) qui, en 1971-72, crurent avoir fait une découverte inédite en proclamant ce fait à grands coups de trompe (pour en tirer, il est vrai, un prétexte à liquider tous les principes) étaient en réalité si ignorants qu'ils ne craignirent pas d'accuser péle-mêle « tous les courants issus de la IIIème Internationale » de l'avoir méconnu et, comble d'ironie, de reprocher à la Gauche italienne d'avoir péché en cela par... trotskysme !

Or il se trouve que non seulement la reconnaissance du fait en question a constitué une position centrale du parti, mais qu'elle s'est imposée même à Léon Trotsky qui, dès 1940, faisait exactement la même analyse dans « *Les Syndicats à l'époque impérialiste* ». La chose suffit à prouver la légèreté commune à tous ceux qui revendiquent « la libre critique » et le « droit à l'innovation » à quelque époque et sous quelque prétexte que ce soit, et elle justifie du même coup l'opposition (par nature incompréhensible à ces gens) que le seul énoncé de ces « revendications » suffit à susciter chez les marxistes tant soit peu avertis.

Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un marxiste comme Trotsky ait caractérisé de façon identique à celle de la gauche marxiste italienne l'évolution des syndicats dans la phase ouverte par l'échec de l'I.C. dans sa tentative de conquérir le prolétariat au Communisme. Ce qui serait étonnant, c'est que le parti issu de cette Gauche tire de cette analyse des conclusions pratiques analogues aux siennes, alors qu'au même titre que tous les ex-dirigeants de l'I.C., il a toujours été son adversaire dans les questions de tactique.

Certains camarades n'ayant pas évité cette erreur dans certaines de leurs formulations et mots d'ordre récents, il importe de s'attarder sur l'ensemble de la position de Trotsky dans la question syndicale. Ce sera le meilleur moyen de souligner que notre premier devoir à l'égard de la tradition de notre parti est de sauvegarder la logique rigoureuse qui a toujours uni ses conclusions tactiques à ses analyses théoriques et historiques, logique qui fait le plus souvent défaut dans les textes de Trotsky, et à plus forte raison de ses disciples dégénérés. Quelles que soient les terribles difficultés du travail au sein des générations ouvrières et des syndicats d'aujourd'hui (auquel nul militant n'accepte de renoncer), elles ne dispensent personne de ce devoir.

14. — Citons donc « *Les Syndicats à l'époque impérialiste* » (1940) de Trotsky.
« Il y a un aspect commun dans le développement, plus exactement dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat. »

« Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats. »

« Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central. Les cliques capitalistes à la tête de trusts puissants, des syndicats patronaux, des consortiums bancaires contrôlent la vie économique de la même hauteur que le fait le pouvoir d'Etat et à chaque instant ils ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour les syndicats dans les branches les plus importantes de l'industrie se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. »

Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé,

intimement uni au pouvoir. De la découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes (N.D.L.R. c'est-à-dire : dans la mesure où ils ne sont pas révolutionnaires)... sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée, la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de lutter pour la coopération avec lui.

Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à libérer l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant de leur côté. Cette position est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste.

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes (N.D.L.R. la qualification ne concerne pas seulement les Trade-Union anglaises, mais toutes les bureaucraties syndicales) font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat démocratique combien ils sont convenables et indispensables en temps de paix et spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organes d'Etat, le fascisme n'invente rien, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes à l'impérialisme. (N.D.L.R. : souligné par nous.)

(...) Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organisations dans le cadre desquelles différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement, au sein d'une même organisation de masse ne peuvent plus exister longtemps. Tout comme il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière.

Le sort de l'un reflète le sort de l'autre. Il est un fait certain, c'est que l'indépendance des syndicats dans un sens de classe dans leurs rapports avec l'Etat bourgeois ne peut être assurée que par une direction révolutionnaire. »

Nous ne pouvons que revendiquer totalement cette analyse et sa conclusion, avec toutefois cette réserve capitale que pour nous l'absence de direction révolutionnaire n'est pas un hasard, un accident de l'histoire, l'effet de simples erreurs subjectives, les masses restant toujours et en toutes circonstances potentiellement révolutionnaires, mais bel et bien le reflet d'une crise politique affectant l'ensemble de la classe.

Par contre, nous ne pouvons pas accepter les conclusions pratiques que son volontarisme, manifesté en particulier dans la fameuse tactique dite des « mots d'ordre démocratiques », dicte à Trotsky et qui sont les suivantes :

« Dans les syndicats totalitaires, il est impossible d'effectuer un travail autre qu'un travail conspirateur. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats afin de mobiliser les masses non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime. (N.D.L.R. souligné par nous.) »

Le premier mot d'ordre est : complète et inconditionnelle indépendance du syndicat vis-à-vis de l'Etat capitaliste.

Le deuxième mot d'ordre est démocratie dans les syndicats (N.D.L.R. souligné par nous). Ce second mot d'ordre découle du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial. »

15. — Tous les camarades qui ont tenté de faire un travail communiste authentique dans de véritables syndicats ouvriers (et non pas dans des corporations comme les enseignants, les employés etc.) savent perti-

nemment qu'en 1972 comme dans les années 40, ce travail reste de caractère aussi conspiratif que sous le fascisme quand il était constitutionnellement exclu, même si les risques courus ne sont pas, du moins jusqu'à aujourd'hui, aussi graves.

Tous les camarades qui ont conscience que renoncer à ce travail communiste parmi les ouvriers, dans ou hors des syndicats, serait renoncer à la tâche du parti qui est de se lier au mouvement réel, même atomisé, même réduit à des proportions misérables et à la pire discontinuité, acceptent courageusement cet ingrât, ce décevant « travail conspiratif » quand leur position dans la société leur permet de le conduire.

Ce qui est intolérable, ce dont tout militant qui affronte réellement ces terribles conditions sent immédiatement toute la fausseté, ce que supportent uniquement ceux qui ne les connaissent que par oui-dire, c'est la vantardise activiste, l'écœurante phrase révolutionnaire, comme aurait dit Lénine, qu'il y a à parler de « mobiliser les masses » par un travail « conspiratif ».

Quand le problème se pose de « mobiliser les masses », c'est évidemment qu'un changement radical dans le rapport des forces s'est produit, et alors, sans bien sûr renoncer à toute forme illégale de travail, il devient possible d'élever publiquement la voix du parti, de travailler ouvertement et largement.

Quand par contre, le rapport des forces nous enferme dans les limites étroites de la « conspiration », nous ne devons pas prétendre à « mobiliser les masses », en d'autres termes nous ne devons pas attendre de notre volonté, de notre dévouement et encore moins de notre « habileté tactique » des pouvoirs qui ne peuvent nous venir que du prolétariat lui-même et de la reprise de la lutte prolétarienne. Or cette reprise ne dépend pas de notre volonté, elle ne s'invente pas, mais elle s'observe et s'étudie avec toute la rigueur et l'objectivité que le parti doit respecter dans cette importante partie de sa tâche qu'est l'analyse des situations s'il ne veut pas s'abuser lui-même.

Nous devons laisser à l'activisme opportuniste, la vantardise, la « phrase révolutionnaire écœurante », la dangereuse amplification des événements réellement survenus, des résultats obtenus. Rien n'est plus étranger à la tradition de notre parti qui, dès sa reconstitution, s'est distingué par sa lutte résolue contre la thèse imbécile selon laquelle « l'action prime tout », en partant de la simple objectivité dans l'évaluation des mouvements réels jusqu'à la cohérence théorique.

L'enthousiasme, la combativité, la tenacité dans l'effort pour se lier à la classe sont d'excellentes choses, mais il ne faut pas qu'à la faveur de ces excellentes choses les « nous mobiliserons », « nous sauverons », « nous reconstruirons », bref... « nous renverserons les rapports de forces » si chers à l'activisme entrent en contrebande dans le parti. A cet égard, il y a eu des abus indiscutables, et ils doivent être complètement bannis, car si ce ne sont évidemment pas eux qui sont cause de la crise suscitée par les « critiques radicaux » (crise de démolition, crise de complète décomposition théorique), ces abus ont compliqué la lutte contre eux et risqueraient de nuire gravement au parti dans l'accomplissement de tâches qui, dans l'immédiat, ne sont pas aussi glorieuses que les vantardises pourraient le faire croire, mais qui sont réelles et particulièrement lourdes pour une poignée de militants comme nous.

16. — Le deuxième point — celui des mots d'ordre — est un peu plus délicat. Certes, il est bien évident qu'il n'y a aucun sens à d'une part affirmer comme Trotsky : « Tout comme il est impossible de revenir à

l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière : le sort de l'un relient le sort de l'autre » et d'autre part à conclure : « Le deuxième mot d'ordre est démocratie dans les syndicats... et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats à l'égard de l'Etat. »

Si la « vieille démocratie ouvrière » ne reviendra jamais, c'est que tous les courants non-révolutionnaires tendent, pour les raisons que nous n'aurons pas le temps de développer, à une subordination irréversible à l'Etat bourgeois. Cela ne signifie pas que la rupture de la subordination des syndicats à l'Etat est désormais exclue historiquement : cela signifie « seulement » que cette rupture suppose une désaffection massive du prolétariat à l'égard des courants non-révolutionnaires, qui d'une part ne peut résulter que d'une crise profonde de la société et qui d'autre part n'ira ni sans luttes acharnées entre les ouvriers et les actuels bonzes des syndicats, ni sans de graves désastres, soit que les ouvriers parviennent à les chasser de leurs syndicats, soit qu'ils désertent ceux-ci pour en reconstruire d'autres, ce qui historiquement aurait exactement la même signification, si bien que les disputes interminables sur l'hypothèse qui a le plus de chances de se réaliser « sont parfaitement vaines, et prouvent seulement l'incapacité de ceux qui les conduisent à se détacher de l'aspect empirique et accidentel des choses pour embrasser la perspective de la révolution. »

Qu'une telle désaffection, qu'une telle rupture, qu'une telle défaite de ces « fascistes pacifiques » qui sous le nom de « socialistes » ou de « communistes », mais toujours de loyaux « démocrates », paralysent la classe ouvrière, se produisent, ce ne sera rien de moins que la reprise révolutionnaire vainement attendue par deux ou trois générations de militants depuis l'octobre 1917. Un résultat historique aussi formidable obtenu, de quel attrait, de quel intérêt pourrait bien être la restauration... de la vieille démocratie ouvrière, et surtout entre quels courants pourrait-elle bien jouer une fois la nature fasciste du réformisme contemporain révélée et sanctionnée par la réaction prolétarienne ?

Il faut bien répondre que cet attrait est douteux, cette utilité nulle, et l'impossibilité de cette restauration certaine.

C'est pourquoi le mot d'ordre de la démocratie prolétarienne doit être rejeté sans hésitation. C'est bien pourquoi aussi, dans une version aggravée par rapport à celle de Trotsky, la « démocratie prolétarienne » est présentée non pas comme le résultat, mais bien comme la condition de la libération des syndicats à l'égard de l'Etat. Ainsi, pour que le mot d'ordre paraisse présenter une utilité quelconque, il faut qu'on prétende qu'il facilitera la libération nécessaire des organisations ouvrières à l'égard de l'Etat ; mais pour faire cela, il faut nier précisément ce que Trotsky a dit de juste — à savoir que la vieille démocratie prolétarienne ne peut plus resusciter — autrement dit, renverser carrément la réalité sur la tête. Raison supplémentaire de rejeter énergiquement ce mot d'ordre.

17. — Le mot d'ordre « complète et inconditionnelle indépendance du syndicat vis-à-vis de l'Etat capitaliste » doit par contre être abordé avec prudence.

(Suite en page 4)

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

REUNION PUBLIQUE A PARIS

(suivie d'une discussion)

VENDREDI 9 JUIN A 20 H 45

SALLE LANCERY, 10, rue de Lancry — PARIS (X^e)
(Métro République)

La lutte invariante du marxisme
contre l'anarchisme : de Bakounine
à la "gauche" allemande jusqu'à
nos jours

(Suite de la page 3)

Certes, on ne peut rejeter purement et simplement ce mot d'ordre comme celui de la « démocratie dans les syndicats », mais il faut bien comprendre dans quelles limites il est valable. Avant de les définir, voyons pourquoi on ne peut le rejeter.

Un raisonnement pour le moins simpliste consisterait à dire : puisque la tendance des syndicats à la fusion avec l'Etat est irréversible, il est anti-historique de revendiquer leur rupture avec lui ou la reconstitution en dehors des vieilles organisations intégrées de syndicats indépendants et il est tout aussi absurde de prévoir la conquête des uns ou des autres par le parti révolutionnaire, même dans un avenir lointain.

La moindre des choses que le parti puisse exiger de ses membres (surtout s'ils ont des prétentions « théoriques »), c'est qu'ils ne tentent pas d'établir ce qui est ou non « historiquement irréversible » en faisant tout simplement abstraction... de la lutte de classe !

La tendance des syndicats à fusionner avec l'Etat n'est irréversible qu'autant que le capitalisme parvient à maintenir sa domination sur le prolétariat. Dire qu'elle est irréversible dans l'absolu revient à dire que le capitalisme gardera à jamais ce pouvoir. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que dans ce cas, ce ne sont pas seulement les syndicats qui seraient condamnés en tant qu'instruments de la lutte révolutionnaire : c'est la lutte révolutionnaire elle-même qui serait exclue, c'est de la révolution elle-même qu'il faudrait faire son deuil. C'est pourquoi, face au raisonnement simpliste ci-dessus, notre diagnostic a été aussi radical qu'aisé : défaitisme aigu, reniement total.

En effet, la tendance des syndicats à fusionner avec l'Etat n'est jamais que l'extrême aboutissant de « la nécessité » où ils se trouvent « de lutter pour la coopération avec lui ». Trotsky a eu parfaitement raison de parler de « nécessité » ; inexistant il y a cinquante ans, ce qui permettait aux bureaucraties syndicales d'alors de revendiquer l'indépendance des organisations ouvrières sans être le moins du monde « plus révolutionnaires » que celles d'aujourd'hui, cette nécessité dérive de la tendance irréversible de l'Etat monopoliste à intervenir dans tous les conflits même partiels pour des raisons de conservation évidente, en laissant de moins en moins entrepreneurs et salariés régler directement leurs affaires eux-mêmes. Mais une telle nécessité n'a, elle non plus, rien d'absolu : elle n'existe qu'autant que les syndicats n'aspirent qu'à un aménagement des conditions de vie et de travail des salariés dans les cadres mêmes du salariat, c'est-à-dire sans conflits ouverts avec l'Etat, sans lutte de classe ouverte. La force de cette aspiration mesure la force de cette domination du capitalisme sur le prolétariat dont nous parlions plus haut. La thèse du marxisme est la suivante : cette aspiration est aujourd'hui très forte dans la classe ouvrière des pays avancés (et c'est pourquoi la bureaucratie syndicale peut proférer les pires énormités et exercer une véritable terreur contre les prolétaires qui ruent tant soit peu dans les brancards), mais elle n'est pas éternelle.

La thèse du défaitisme et du reniement dit, elle : « Même si le parti révolutionnaire parvenait à contrôler les syndicats, il ne pourrait les faire servir à la cause de la révolution », ce qui revient à déprécier la lutte des ouvriers pour la défense ou l'amélioration de leurs conditions de vie comme anti-révolutionnaire par nature. Libre au révolutionnaire brillard de petits bourgeois repus de mépriser aussi superbement les soucis vulgaires de la masse, et d'opposer la révolution à la lutte pour des intérêts matériels. Le parti prolétarien, lui, ne peut renoncer au matérialisme sans se nier lui-même.

Le réformisme foncier des générations actuelles de la classe ouvrière a des raisons politiques tant de fois analysées que nous ne nous y attarderons pas ici. C'est, entre autres, la « faim de démocratie » provoquée par les exploits fascistes, hitlériens et stalinien, lesquels ont fait pâlir pendant longtemps les crimes des Etats parlementaires et pluri-partites ; c'est le pacifisme engendré par l'atroce bain de sang du second massacre impérialiste et des guerres qui ont suivi, et porté au paroxysme non seulement par le renforcement croissant des politiques d'Etat, mais par l'armement ter-

Marxisme et question syndicale

S U I T E E T F I N

rifant des grandes puissances impérialistes, gardes blancs du monde.

Mais ce réformisme a aussi des bases économiques : le parti a clairement définies : contrairement à la théorie fautive selon laquelle, dans sa phase sénile, le capitalisme cesserait d'assurer le développement des forces productives et contrairement aussi à la conjoncture d'entre les deux guerres mondiales, l'économie bourgeoise a connu après la seconde un essor considérable. En conséquence, du moins « là où la production industrielle est florissante, toute une gamme de mesures d'assistance et de prévoyance a été créée pour le salarié un nouveau type de réserve économique, une petite garantie patrimoniale à perdre, ce qui le rend hésitant et même opportuniste au moment de la lutte syndicale et à plus forte raison de la grève et de la violence » (Parti révolutionnaire et action économique, avril 1951).

Là réside tout le secret de la persistance du réformisme dans la classe ouvrière, non seulement pendant une phase historique beaucoup plus longue que les communistes de la III^{ème} Internationale ne pouvaient l'imaginer, mais encore sous des formes aggravées si on les compare à celles d'il y a quarante ou cinquante ans.

Incapable de comprendre que cette aggravation avait le caractère d'une nécessité historique transitoire qu'il était absurde de juger sous l'angle de l'« éthique » révolutionnaire ; impuissant à saisir qu'elle ne résultait pas d'une sorte de « dégradation morale » des masses, même si celle-ci existe, mais de la simple adaptation du vieux réformisme aux conditions nouvelles du capitalisme de monopole, le révolutionnaire petit-bourgeois de certains ex-membres du parti les a finalement portés à prononcer la déchéance des masses prolétariennes de leur mission révolutionnaire, et à exalter celle de n'importe quelles minorités rebelles.

Pour des matérialistes, les « masses » ne sont jamais, à un moment donné, que ce qu'elles doivent être par loi historique. Pour eux, aucune des raisons qui les ont rendus telles qu'elles sont n'est jamais immuable, et ils font confiance au développement historique pour détruire ce monstre qu'est une classe ouvrière non révolutionnaire, et donc pour recréer les conditions du développement du parti prolétarien.

Si face à l'indéniable terrorisme bourgeois (dont les hiérarchies opportunistes ne sont jamais que des courroies de transmission), toutes les générations ouvrières appelées à se succéder devaient réagir de la même façon que celle qui a subi les grands traumatismes de l'entre deux guerres et du second massacre impérialiste et que celles qui ont été élevées dans cette psychologie, alors il faudrait renoncer à tout espoir de révolution, mais il faudrait aussi admettre que la « nature humaine » reste immuable, comme le prétend la bourgeoisie, au lieu de se transformer incessamment sous les coups de l'histoire, comme l'a toujours affirmé le marxisme.

De même, sur le plan économique, si l'essor capitaliste du dernier quart de siècle pouvait continuer indéfiniment dans l'harmonie ; si « la petite garantie patrimoniale » (qui, au cours de cet essor, a provoqué l'opportunisme des ouvriers des pays avancés) pouvait rester, en toutes circonstances, un acquis intangible ; si, de toutes façons, elle pouvait satisfaire les besoins des générations ouvrières futures sous le prétexte qu'elle a bien satisfait ceux de leurs devancières, alors il n'y aurait en effet aucune raison pour que les besoins matériels des masses les poussent à nouveau à une lutte de classe sans compromis avec l'Etat bourgeois ni que le parti révolutionnaire puisse jamais retrouver une quelconque influence.

C'est précisément parce que le marxisme exclut une telle vision

qu'il ne peut rejeter le mot d'ordre d'« indépendance inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste ». Tout d'abord, ce mot d'ordre correspond à une tendance qui se dessinera inmanquablement dans les conditions d'une reprise de la lutte prolétarienne, non certes du fait de la bureaucratie syndicale en place, mais bien du fait des masses syndiquées. Ensuite, il répond parfaitement aux exigences de cette lutte : deux choses qu'on ne pouvait pas dire du mot d'ordre de « démocratie dans les syndicats ».

En proclamant qu'il « aspirait à la reconstitution d'associations ouvrières revendiquant les principes de la lutte de classe allant des revendications immédiates jusqu'aux revendications générales de classe et à la destruction de l'Etat bourgeois », notre parti a prouvé qu'il considérait « l'indépendance inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste » non seulement comme une nécessité de la lutte prolétarienne, mais comme un processus qui n'était pas du tout exclu historiquement par une prétendue « tendance irréversible » du prolétariat à se soumettre au capital et à son Etat.

On ne peut pourtant pas considérer comme des applications correctes de cette position de principe les directives lancées l'an dernier par l'Office Syndical Central et qui sont les suivantes :

1^o Appel en vue de la constitution de Comités de Défense du Syndicat de classe en réponse à la tendance à la fusion entre les trois centrales existantes qui se dessinait en Italie.

2^o Annonce d'un mot d'ordre de boycott du nouveau syndicat assorti d'un appel à la reconstitution du syndicat de classe au cas où cette fusion s'effectuerait.

L'erreur n'a pas consisté, comme d'aucuns l'ont prétendu et en ont tiré prétexte pour désertir, de « sous-estimer » le rôle contre-révolutionnaire des bureaucraties syndicales actuelles : un parti qui s'est forgé dans la lutte non seulement contre elle mais contre leurs devancières des années 20 ne peut pas « sous-estimer » ce rôle et à plus forte raison l'oublier. L'erreur n'a pas non plus été de ne pas passer à la dénonciation de la forme syndicale en tant que telle pour lui opposer d'autres formes d'organisation plus ou moins temporaires et plus ou moins locales : de telles organisations peuvent bien apparaître dans le processus réel, attester une certaine tendance plus ou moins temporaire et locale des ouvriers à résister à la tendance générale et continue de leurs syndicats à la fusion avec l'Etat, mais elles ne suffisent pas à renverser cette tendance, ni à assurer au prolétariat l'organisation unitaire dont il a besoin.

L'erreur a consisté à reprendre en pleine phase monopoliste les mots d'ordre que notre parti avait lancés au début de cette phase, d'abord contre les dirigeants sociaux-démocrates, puis contre les syndicats fascistes lorsqu'ils se furent instaurés sur les ruines des syndicats « libres », dans les années 20.

Si pour éviter les erreurs politiques, il suffisait de répéter en toutes circonstances des directives dont la valeur n'a pas été contestée à leur époque et qui ont ainsi acquis une autorité, rien ne serait plus facile que de maintenir le parti dans la juste voie ; l'art réputé difficile de conduire la lutte prolétarienne ne serait, à vrai dire, qu'un jeu d'enfant. Les choses ne sont malheureusement pas si simples.

Pour que la répétition soit juste, dans ce cas, il aurait fallu que se soit maintenu intact depuis les années 20 le vieux syndicat qu'on appelait alors « de classe » parce que, quoique réformiste, il ne revendiquait pas le principe de la collaboration de classe comme les syndicats chrétiens, par exemple, mais celui de la lutte, parce qu'il était indépendant de l'Etat et parce qu'il n'excluait pas l'action communiste en son sein (du moins en Italie) n'ayant pas encore pu bannir une « démocratie ouvrière » à laquelle le prolétariat de l'époque était attaché. Pour mieux dire, en ce qui concerne l'Italie (et l'Allemagne), il aurait fallu que les syndicats reconstitués lors de la défaite militaire du fascisme et du nazisme

aient miraculeusement retrouvé toutes ces caractéristiques, chose que le parti a toujours clairement niée (cf. les scissions syndicales en Italie), comme on a vu plus haut.

Il aurait fallu en outre qu'il soit permis de considérer l'avenir comme un pur et simple retour au passé, c'est-à-dire d'admettre que même en l'absence reconnue d'un cours révolutionnaire, même alors que le parti est en fait coupé des masses, réduit à une survie héroïque par le réformisme foncier dont elles continuent à faire preuve, la résurrection du « bon » trade-unisme d'autrefois serait non seulement souhaitable, mais possible. Une telle conception, qui se borne à constater que le réformisme d'hier était un moindre mal par rapport à celui d'aujourd'hui, n'a absolument rien de marxiste. La première raison en est que le réformisme d'aujourd'hui est l'héritier légitime (comme le fascisme lui-même) du réformisme démocratique d'il y a cinquante ans, et que même si, par miracle, ce dernier pouvait ressusciter, il ne pourrait pas produire d'autres fruits. La seconde raison en est que ce n'est nullement par hasard, mais en raison des conditions du capitalisme de monopole, que le réformisme première manière a fait place au réformisme seconde manière, au réformisme d'aujourd'hui qui non seulement en pratique, mais de plus en plus en « théorie » s'aligne parfaitement sur les principes énoncés par le Pape de 1891 dans son Encyclique « Rerum novarum ».

La perspective de la fusion entre la C.G.T. italienne et les centrales qui s'étaient toujours placées sur le terrain de la collaboration de classe ne devait donc pas provoquer une tentative d'arrêter la classe ouvrière sur une pente jugée fatale pour la reconduire à l'ancienne tradition, dont les insuffisances ont été amplement démontrées par la défaite écrasante du prolétariat dans la lutte de classe d'entre les deux guerres, non seulement en Italie, mais dans le monde entier. Elle devait être l'occasion de montrer à la classe ouvrière que le produit fatal de son réformisme serait sa totale immobilisation de classe même aux seules fins de la lutte défensive et immédiate, afin de préparer, lorsque les conditions favorables se seraient présentées, non un retour en arrière, mais un pas décisif en avant.

De façon générale, le parti ne doit jamais oublier que pour traduire correctement ses directives de principe, aucun mot d'ordre qu'il lance ne doit laisser le moindre doute sur le fait que l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat ne peut être restaurée que grâce à un retour du prolétariat à la ligne du communisme, autrement dit que grâce à la conquête par le parti d'une influence décisive dont il est aujourd'hui extrêmement éloigné, et qu'elle ne saurait caractériser que la phase révolutionnaire.

Pour conclure par des considérations de principe, il y a deux erreurs à éviter (et si on n'y est pas parvenu, à combattre) en matière de tactique : la première est d'agir comme si les principes changeaient avec les situations ; la seconde d'agir comme si l'invariance des principes nous dispensait d'une analyse correcte des situations et d'un effort pour y conformer notre propagande.

Les principes ne varient pas avec les situations et c'est pourquoi le parti a intégralement maintenu contre les critiques « radicaux » qui avaient entrepris la révision des thèses du deuxième con-

grès de l'I.C. sur le mouvement syndical la conclusion de « Parti révolutionnaire et action économique » (1951) :

« (...) Toute perspective d'un mouvement révolutionnaire général implique la présence des facteurs fondamentaux suivants :

1) Un nombreux prolétariat de purs salariés.

2) Un grand mouvement d'associations à contenu économique comprenant une partie importante du prolétariat.

3) Un fort parti de classe révolutionnaire dans lequel militera une minorité de travailleurs, mais auquel le développement de la lutte (N.D.R. souligné par nous) aura permis d'opposer efficacement et de façon large son influence à celle de la classe et du pouvoir bourgeois au sein du mouvement syndical.

... Cela n'exclut pas qu'on puisse avoir les conjonctures les plus variées dans la modification, la dissolution et la reconstitution d'associations de type syndical si l'on considère toutes celles qui existent dans les différents pays et qui soit descendent des organisations traditionnelles revendiquant la méthode de la lutte de classe, soit se réclament des méthodes les plus diverses et même de doctrines sociales conservatrices. »

Considérant que l'ouverture d'une phase nouvelle par la défaite du communisme entre les deux guerres, l'accroissement considérable des obstacles à vaincre par rapport aux années 20 du fait de la gravité de cette défaite et de l'intégration des organisations ouvrières non seulement à l'Etat national, mais aux institutions internationales — bref que les difficultés inégalées de notre époque ne permettaient pas de trancher par avance de la question de savoir si cette reconstitution se ferait « par une conquête des syndicats existants » ou au contraire par la conquête de « syndicats reconstitués ex-novo », le parti a repoussé la confusion faite par ses critiques entre la « vraisemblance » immédiate et la perspective révolutionnaire, les inévitables incertitudes sur l'avenir et l'imprécision théorique et condamné leurs prétentions à la « liberté de critique » sous le prétexte que le centre ne pouvait pas percer par magie les brumes du futur.

D'un autre côté, la saine conception marxiste exclut que les directives, les mots d'ordre et les initiatives du parti puissent être déterminés en fonction exclusive d'une vague référence à des principes généraux et indépendamment de l'appréciation correcte de la phase historique en cours. C'est pourquoi le parti a aussi rejeté finalement les directives de « défense du syndicat de classe » puis de « reconstitution du syndicat de classe » comme une répétition vide des directives des années 20 à une époque qui n'est ni la reproduction pure et simple du début de la phase impérialiste, et encore moins l'introduction à une quatrième phase qui, après l'époque révolutionnaire, puis démocratique et enfin totalitaire du cycle bourgeois, nous ramènerait miraculeusement aux conditions de lutte en apparence plus faciles du passé, mais bien la préparation lente et douloureuse à une gigantesque crise révolutionnaire qui s'accomplira dans des conditions et des formes à maints égards bien différentes de celles de l'immédiat après guerre de 1914-1918. C'est pourquoi aussi le parti a condamné même le simple fait de donner des mots d'ordre supposant que nous disposions d'une initiative historique tant soit peu comparable à celle de la section italienne de l'I.C. dans les années 20, alors qu'étant donné le rapport de forces qui nous écrase, de tels mots d'ordre ne sont rien d'autre que de l'« éceurante phrase révolutionnaire ».

VIENT DE PARAITRE

PROGRAMME COMMUNISTE

N° 55

AU SOMMAIRE

- ◆ Pour mettre les points sur les i.
- ◆ Marxisme et classes moyennes.
- ◆ M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois.
- ◆ En mémoire d'Amadeo Bordiga : V. — Défense du Parti et de la révolution d'octobre.
- ◆ A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne.

Le numéro : 7 F — Commandes au « prolétaire »

ERRATUM

Dans le N° 127, dans « Marxisme et question syndicale », 3^{ème} colonne, ligne 12, on lit : « ... le lien... entre les superstructures... et l'état de la classe bourgeoise elle-même ». Il fallait comprendre en réalité « de la classe prolétarienne elle-même. »